

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE N° 04-173/DUEL

DIRECTION DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU LOGEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 décembre 1977 autorisant la société PIPELINE SERVICE dont le siège est 177, rue de Verdun (92150) SURESNES, devenue NEW PIPELINE SERVICE (récépissé de succession du 30 août 1985) à exploiter à TRAPPES (78190) 30, rue des Frères Lumière un dépôt avec utilisation de substances radioactives en sources scellées sous forme spéciale référencées sous la rubrique n° 385 quater-2-a ;

VU le récépissé en date du 30 avril 1985 donnant acte à la société NEW-PIPELINE SERVICE de sa déclaration de succession pour l'exploitation des mêmes activités à TRAPPES (78190) 30, avenue des Frères Lumière ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1987 imposant des prescriptions complémentaires à la société NEW PIPELINE SERVICE pour l'exploitation du stockage de substances radioactives située à TRAPPES (78190) 30 avenue des Frères Lumière ;

VU le récépissé en date du 27 avril 1987 donnant acte au Groupe SARTEC département PIPELINE SERVICE, Division de SARTEC SERVICES de sa déclaration de succession, dans l'exploitation des mêmes activités à TRAPPES (78190) 30, avenue des Frères Lumière ;

VU le récépissé en date du 21 décembre 1987 donnant acte à la société PIPELINE SERVICE CONTROLE (P.L.S.) de sa déclaration de succession pour l'exploitation des mêmes activités à TRAPPES (78190) 30, avenue des Frères Lumière ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2000 imposant à la société PIPELINE SERVICE CONTROLE S.A. des prescriptions complémentaires contre le vol, donnant acte de sa déclaration de

.../...

succession et des modifications des installations de stockage et de manipulation de substances radioactives pour son établissement situé à TRAPPES (78190) 30, rue des Frères Lumière ;

VU l'ordonnance n° 2001-270 du 28 mars 2001 complétée par le décret n° 2002-460 du 4 avril 2002 modifiant le code de la santé publique et définissant un nouveau dispositif d'autorisation pour l'exercice d'activités utilisant des sources radioactives, conduisant ainsi à la disparition de la CIREA ;

VU la circulaire en date du 19 janvier 2004 du Ministère de l'Ecologie et du Développement aux Préfets de département, précisant les différents éléments à produire par les exploitants dans le cadre du renouvellement de leurs autorisation de détenir et utiliser des sources radioactives ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 7 juin 2004 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 5 juillet 2004 au projet de prescriptions présenté par l'inspecteur des installations classées, en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié;

CONSIDERANT que les mesures prises par l'exploitant et présentées dans son dossier de demande d'autorisation sont de nature à prévenir les risques associés à l'activité radiographique et gammagraphique ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture :

ARRETE

.../...

- Mise en œuvre de projecteurs de type mobile, portatif et de machine intra-tubes associées à des "sources pilotes" assurant leur positionnement ;
- Stockage des appareils gammagraphiques contenant des sources d'Iridium 192 et des conteneurs portatifs "sources pilotes" contenant des sources de Cesium 137 dans le local spécialement aménagé dans l'établissement ;
- Stockage de l'appareil mobile GR 30 et des conteneurs portatifs "sources pilotes" contenant des sources de cobalt 60 dans la salle de gammagraphie.

ARTICLE 7 :

7.1 Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité sont vérifiées par la personne compétente en radioprotection puis sont affichées dans tous les lieux où sont détenus ou utilisés des radionucléides ou des appareils en contenant ainsi que des appareils émettant des rayons X.

Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin.

Ces consignes ne se substituent pas aux plans de prévention ou analyses de risque qui peuvent être requis par la réglementation ou par les responsables des chantiers concernés.

L'éventuel plan d'urgence interne, plan d'opération interne ou plan particulier d'intervention applicable à l'établissement prendra en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes.

7.2 Limites de dose

Les sources sont utilisées et entreposées de telle sorte que le débit de dose externe en tout lieu accessible au public soit maintenu aussi bas que raisonnablement possible et, en tout état de cause, de façon à assurer le respect de la limite de dose efficace annuelle de 1 mSv/an.

7.3 Traçabilité des mouvements de sources

Toute acquisition, cession, importation ou exportation de radionucléide(s) donne lieu à l'établissement d'un formulaire qui est présenté à l'enregistrement de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) suivant les dispositions des articles R.1333-47 à R.1333-49 du code de la santé publique.

Coordonnées utiles :
 Unité d'expertise des sources
 IRSN/DRPH/SER
 BP 17, 92262 Fontenay-aux-roses
 Tél. : 01 58 35 95 13
 Fax : 01 58 35 95 36
hilaire.mansoux@irsn.fr

7.4 Evénements à déclarer aux autorités

Au cas où l'entreprise ou l'organisme employant le titulaire devait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, le titulaire informera sous quinze jours le préfet et l'inspection des installations classées.

En application de l'article R1333-51 du Code de la Santé Publique, la perte, le vol de radionucléide ou d'appareil, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) doivent être signalés impérativement et sans délai au préfet du département

ARTICLE 8 Prescriptions spécifiques à l'utilisation d'appareils contenant des sources radioactives

8.1 Exigences générales

Les appareils contenant des sources radioactives sont installés et opérés conformément aux instructions du fabricant.

Les appareils contenant des sources radioactives sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant.

8.2 Appareil défectueux

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié.

La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre présentant :

- les références de l'appareil concerné ;
- la date de découverte de la défectuosité ;
- une description de la défectuosité ;
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise/organisme qui les a accomplies ;
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise/organisme qui l'a réalisée.

8.3 Chargement et déchargement de la source radioactive d'un appareil

Les opérations de déchargement des sources usagées et le chargement des sources neuves dans les appareils peuvent être réalisées dans l'enceinte prévue à cet effet, à la condition que le titulaire ait reçu une formation par le fabricant ou fournisseur des appareils.

ARTICLE 9 : Prescriptions spécifiques aux sources scellées

Lors de l'acquisition de sources scellées auprès de fournisseurs, le titulaire veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont un exemplaire est conservé par le titulaire.

En outre, une source radioactive ne pourra être considérée comme scellée au regard du code de la santé publique que si le titulaire dispose du certificat correspondant émis par son fabricant. Ce certificat mentionnera également l'éventuelle conformité aux normes NF M 61-002 et NF M61-003.

ARTICLE 10 : Utilisation des sources hors établissement

Les utilisations hors établissement des sources radioactives nécessitent l'obtention préalable d'une autorisation spécifique délivrée par le Directeur Général de la Sûreté Nucléaire et de la Radioprotection par délégation du ministre chargé de la santé.

L'exploitant tient le(s) justificatif(s) de cette(ces) autorisation(s) à la disposition de l'inspection des installations classées.